

Madame Yamina Benguigui  
Ministre déléguée auprès du Ministre des Affaires étrangères  
Chargée de la Francophonie  
37 quai d'Orsay 75351 Paris

Madame la Ministre

Nous avons été alerté-es par la presse sur la situation des populations civiles des provinces du KIVU en République Démocratique du Congo; une réunion-débat organisée par l'association Marche Mondiale des Femmes.<sup>22</sup> nous a également alerté-es. Cette réunion avait pour objet de témoigner de la situation des femmes du KIVU, victimes depuis plus de quinze ans de viols massifs, utilisés comme arme de guerre. Ce témoignage reposait sur des rencontres lors d'une marche organisée en octobre 2010 à Bukavu, capitale du sud KIVU, par l'association Marche Mondiale des Femmes. Participaient à cette marche des femmes africaines, en particulier des différentes provinces du Congo, des femmes américaines, asiatiques et européennes dont 6 françaises.

Nous sommes de nouveau en pleine actualité comme en témoignent les messages venant des femmes congolaises, reçus ces dernières semaines par les membres de l'association Marche Mondiale des Femmes.

Des rebelles du M23 ont, selon un rapport des Nations Unies, repris le conflit tuant des civils et provoquant la fuite de milliers de réfugiés; ces rebelles, selon plusieurs rapports onusiens, sont soutenus militairement par des états voisins et particulièrement par le Rwanda. Même si leur retrait de Goma semble se dessiner, la question de ces nombreux groupes militaires n'est nullement résolue et les femmes vont continuer à être victimes de cette barbarie.

Nous savons que la France a proposé une résolution au Conseil de sécurité de l'ONU et que cette résolution a été adoptée. Mais il n'est pas acceptable pour nous que la communauté internationale, et en particulier l'Europe et la France, se contente de déclarations.

Il faut à minima

- modifier le mandat de la Monusco pour que la protection des populations civiles soit effective.
- condamner et sanctionner les états coupables d'attiser la guerre au KIVU.
- participer avec les peuples des états impliqués, à une réflexion sur le pillage des ressources minières de cette région.
- repérer et sanctionner les nombreuses compagnies internationales qui exploitent en toute impunité cette situation.

Nous savons que vous avez été, vous aussi, alertée par cette situation, nous vous demandons de travailler pour que le gouvernement français, la communauté francophone et l'Europe passent aux actes.

Recevez, madame la Ministre, nos respectueuses salutations.

Saint Brieuc le